

Budget participatif: un succès en demi-teinte

Le FIGARO. FR Economie

Par Julia Blancheton Publié le 27/08/2016 à 08:00



Crédits photo : HUGO RIBES/Le Figaro

Dans plusieurs villes en France, les habitants peuvent utiliser une partie du budget d'investissement pour créer des projets pour la cité. L'idée du budget participatif plaît mais le dispositif doit encore s'améliorer.

Installer des fontaines à boire ou des transats en ville, mettre des chèvres dans les parcs, ou créer un potager commun: voici un condensé des projets mis en place par les budgets participatifs des villes en France. L'idée séduit mais le dispositif, récent en France, doit encore s'affiner.

Paris, Grenoble, Metz et Rennes sont les grandes villes à avoir fait le pari de laisser une partie de leur budget entre les mains de leurs habitants. Dans la capitale, le dispositif -lancé il y a 3 ans- représente 5% du budget d'investissement de la ville, soit près d'un demi-milliard d'euros jusqu'en 2020. Avec cette enveloppe, les habitants proposent des projets pour la ville sur un site dédié et sont soumis à un vote.

Pauline Véron, l'adjointe à la maire de Paris en charge de ce dossier, précise que «les propositions doivent entrer dans le cadre de l'investissement pour la ville (les suggestions sur le métro ou tram sont refusées), être d'intérêt général et ne pas inclure trop de dépenses de fonctionnement.» Les projets qui ont le plus de voix aboutissent, dans la limite du budget. «Cette année, plus de 620 projets sont soumis au vote qui aura lieu en septembre. L'an dernier, 67.000 Parisiens avaient voté», ajoute la mairie de Paris, soit 3% de la population.

Certaines villes plus petites se sont également lancées dans l'aventure. C'est le cas de Montreuil et même de communes moins importantes, comme Lanester en Bretagne. Damien Fournel, directeur de la citoyenneté et du développement local à Lanester, se réjouit car «le concept est ludique et plaît aux jeunes. Il y a eu un relais impressionnant sur les réseaux sociaux. Les jeunes ont beaucoup aidé ce projet à fleurir au niveau de la communication». Lanester a consacré 100.000 euros pour le budget participatif (2,5% de son budget d'investissement).

«Certains confondent avec le financement participatif et pensent devoir payer»

Antoine Bézard, fondateur du site lesbudgetsparticipatifs.fr

Seulement, tout n'est pas encore bien huilé. Certaines villes se sont lancées trop vite, quitte à oublier l'essentiel, et ont fait échouer le projet. Antoine Bézard, fondateur d'un [site dédié aux budgets participatifs dans le monde](#), prend l'exemple de Grenoble: «il y avait un seul bureau de vote ouvert 2 jours à la mairie, alors forcément ça n'a pas fonctionné. Cette année, le vote dure une semaine et l'organisation a été revue.» Damien Fournel en est également conscient pour sa commune. «130 personnes sont venues pour le vote alors qu'ils étaient 600 à avoir un compte sur la plateforme, explique-t-il. C'était un samedi matin, on changera de date la prochaine fois».

De plus, pour les villes françaises qui s'en sortent le mieux, le taux de participation ne dépasse pas 3%. Lorsque l'on constate qu'à San Antonio, au Chili, un quart de la population contribue au dispositif, la conclusion est peu flatteuse. Antoine Bézard y trouve une explication: «le budget participatif n'est pas bien connu des Français. Il peut être confondu avec le financement participatif, les gens pensent devoir payer». Une autre problématique n'est pas du ressort de la ville mais plus celui de l'égo. Certains politiques veulent conserver l'intégralité de leur pouvoir. Partager la part du gâteau s'avère parfois difficile...